

Séquence n° 3. La décolonisation et ses conséquences (années 1940-années 1960)

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

La **DECOLONISATION**, c'est-à-dire l'**EMANCIPATION** politique des colonies constitue un fait décisif du XXe siècle. C'est la transformation du contexte international pendant et après la Seconde guerre mondiale qui favorise, avec des décalages dans le temps et l'espace, l'épanouissement et la radicalisation des revendications nationales. Les métropoles ne réagissent pas unanimement devant la remise en cause du système colonial par les colonisés, les nouvelles puissances dominantes et l'ONU : les plus affaiblies s'accrochent à reconstituer leur domination, le Royaume-Uni adopte une position plus souple. Quoi qu'il en soit, la fin des empires est acquise pour l'essentiel en à peine 20 ans, au moins si l'on réserve le cas de l'Afrique portugaise et celui de l'aire soviéto-russe. Dès les années 1950, l'ébranlement des empires et plus largement le recul des puissances européennes libèrent un espace politique. Ils facilitent l'émergence du **TIERS MONDE** sur la scène internationale. Si de 1949-1950 jusqu'au début des années 1980, la montée des tensions internationales et la poussée communiste en Asie inscrivent le mouvement dans la concurrence Est-Ouest, la **DECOLONISATION** de même que les efforts d'organisation politique et économique du **TIERS MONDE** ont leur dynamique spécifique et ne se confondent pas avec la guerre froide.

- problématique :

La problématique retenue consiste à se demander en quoi la **DECOLONISATION** ne se limite pas à la phase d'**EMANCIPATION** politique mais entretient des liens avec la question contemporaine des rapports Nord-Sud.

- annonce du plan :

Nous étudierons d'abord la **DECOLONISATION** en tant que combat pour l'**indépendance**. Ensuite nous verrons que des tentatives d'organisation politique se mettent en place pour unir les nouveaux pays indépendants, tentatives qui ont du mal à s'émanciper du cadre des relations internationales Est/Ouest. Enfin, nous montrerons que parallèlement à ces organisations politiques, des tentatives d'organisation économique voient le jour, qui ont elles aussi des difficultés pour échapper au cadre des relations avec les anciennes puissances colonisatrices.

Leçon n° 1. La décolonisation : un combat pour l'indépendance

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

À la faveur de la guerre, les mouvements nationalistes profitent de l'affaiblissement des métropoles européennes et demandent la reconnaissance de leurs revendications. L'hostilité des Etats-Unis ou de l'URSS à la colonisation, la création d'un organisme comme l'ONU, sont par ailleurs autant d'éléments favorables à l'**EMANCIPATION** des peuples dominés. L'**indépendance** désigne l'accès d'une colonie à la pleine souveraineté nationale (gouvernement spécifique, armée, monnaie...), reconnue par son ancienne métropole et par la communauté internationale (adhésion à l'ONU).

Si, dans un grand nombre de cas, les **indépendances** découlent d'un processus de négociation entamé le plus souvent sous la pression et se déroulent pacifiquement, dans d'autres cas, les métropoles se crispent sur leurs positions et la **DECOLONISATION** se déroule dans le déchirement et la violence. Quelles que soient les modalités d'accès à l'**indépendance**, la **DECOLONISATION** a surpris par sa rapidité. En moins d'un quart de siècle, les métropoles européennes ont perdu l'essentiel de leurs colonies.

- problématique :

Les causes de la **DECOLONISATION** sont-elles surtout internes ou externes ? En quoi la Seconde guerre mondiale a-t-elle favorisé l'émergence d'un contexte favorable à la **DECOLONISATION** ? Pourquoi la **DECOLONISATION** est-elle si rapide après 1945 (plus de 60 pays en 40 ans) ? Comment expliquer la chronologie de la **DECOLONISATION** ? Pourquoi les **indépendances** se déroulent-elles dans un ordre assez net (Asie puis Afrique, Océanie et colonies portugaises) ? Y a-t-il une ou des **DECOLONISATIONS** ? Le processus de **DECOLONISATION** est-il le même dans toutes les parties du monde et dans tous les empires coloniaux ? Peut-on opposer les formes de la **DECOLONISATION** (voies pacifiques et négociées/voies violentes) ?

- annonce du plan :

Nous étudierons d'abord les origines de la **DECOLONISATION**. Ensuite nous verrons que la **DECOLONISATION** commence en Asie (1945-1954). Enfin, nous montrerons que la deuxième vague de la **DECOLONISATION** concerne les décennies africaines.

1.1. Les origines de la **DECOLONISATION**.

1.1.1. L'impact de la guerre

a. L'affaiblissement des métropoles.

Dès le début de la Seconde guerre mondiale, la défaite de la France, des Pays-Bas et de l'occupation d'une partie de l'Empire britannique remettent en cause le prestige et la suprématie des colonisateurs. De plus, les Allemands tentent de dresser les nationalistes contre les alliés (en Irak, en Egypte, en Tunisie) et l'Italie perd, dès 1942, toutes ses colonies. De même, en Asie, le Japon a balayé « l'impérialisme blanc » en s'emparant sans coup férir de l'Indochine française, de la Malaisie britannique et des Indes néerlandaises et a présenté son occupation comme une revanche des peuples de couleurs sur les Blancs. Les Japonais se présentent comme les champions de l'**EMANCIPATION** de la Grande Asie orientale et promettent l'**indépendance** aux pays qu'ils occupent, mais ne l'accordent qu'à la Birmanie en 1943.

À la fin de la guerre, les métropoles coloniales ne doivent leur victoire finale qu'à l'intervention des USA et de l'URSS. Les Etats colonisateurs ont aussi largement puisé dans leurs colonies, notamment pour les soldats : les Britanniques ont mobilisé 2 millions d'Indiens et la France libre de De Gaulle a trouvé l'essentiel de ses soldats en Afrique du Nord et en Afrique Noire. Des Africains et des Antillais participent ainsi au débarquement de Provence en août 1944. Enfin, les métropoles sortent épuisées d'une guerre qui accélère le « déclin de l'Europe ». Elles ont bien des difficultés à restaurer leur autorité et n'ont plus en fait les moyens de la puissance. Les expéditions lointaines pour tenir la totalité des pays coûtent cher ; elles grèvent les budgets et freinent la reconstruction économique des métropoles au lendemain de la guerre.

b. La déstabilisation des colonies

Cette déstabilisation a d'abord lieu au niveau idéologique et politique. Les combattants des troupes coloniales estiment être en droit de disposer de la liberté après avoir combattu pour celle de leurs colonisateurs (« impôt du sang »). Les Alliés ont présenté leur combat comme celui de la liberté des peuples et de la démocratie. En 1941, Roosevelt et Churchill signent la charte de l'Atlantique qui affirme le droit des peuples du monde entier à disposer d'eux-mêmes et prend vite une valeur universelle, d'autant qu'elle est signée par une grande puissance colonisatrice. À ces principes universels, s'ajoutent des promesses. Dès 1942 des promesses d'**EMANCIPATION** ont été faites à l'Inde, à l'Indonésie, aux mandats français de Syrie et du Liban. Dans son discours de Brazzaville en 1944, de

Gaulle, sans aller jusqu'à promettre l'**indépendance**, annonce une participation des colonies à la marche des affaires. Il s'agit de rallier l'Afrique Noire toute entière à la France Libre, mais le message suscite l'espoir.

Cette déstabilisation a ensuite lieu au niveau économique et social. Les sociétés traditionnelles sont ébranlées. Dans les campagnes, l'exploitation coloniale a détruit le système traditionnel de l'économie de subsistance en remplaçant la plupart des cultures vivrières par des plantations de cultures destinées à l'exportation. La mise en œuvre de politiques sanitaires et médicales sans qu'il y ait en même temps politique de développement économique a suscité l'explosion démographique et la paupérisation du plus grand nombre. Cela entraîne des difficultés pour la paysannerie traditionnelle et une crise agricole renforcée par la pression démographique : misère et exode rural, alors que parallèlement les colons s'enrichissent par la grande culture moderne sur les meilleures terres. En ville aussi, les inégalités s'accroissent. On assiste à l'enrichissement des négociants locaux du fait de la forte demande de matières premières et de produits alimentaires, et à l'émergence d'élites locales nouvelles, d'une bourgeoisie autochtone avide de culture européenne et de pouvoir, et d'une intelligentsia supportant de plus en plus mal la tutelle étrangère. Les villes sont aussi frappées par une urbanisation anarchique liée à l'exode rural et à la pression démographique.

1.1.2. Un contexte international favorable

La **DECOLONISATION** ne se réduit pas à un face à face colonisés-colonisateurs, car les Etats-Unis et l'URSS, l'ONU bientôt, puis les jeunes Etats devenus indépendants jouent un rôle anticolonialiste indéniable.

a. Les pressions des USA et leurs limites dans le contexte de guerre froide

Les Etats-Unis, ancienne colonie ayant lutté pour son **indépendance**, soutiennent les peuples qui mènent désormais un combat de même nature que le leur autrefois. Les préoccupations économiques ne sont pas absentes de leurs buts émancipateurs. Au nom du libre-échange, ils cherchent à prendre le relais des vieux impérialismes européens ; pour eux, le colonialisme constitue un frein à leur rayonnement économique en limitant leur accès aux matières premières et aux marchés coloniaux. Roosevelt signe la charte de l'Atlantique, jetant les bases d'un nouvel ordre mondial. En juillet 1946, les Etats-Unis se donnent en exemple en accordant l'**indépendance** politique à leur seule véritable colonie, les Philippines.

Mais dans le contexte de la guerre froide, ils doivent tenir compte des intérêts de leurs alliés et de la progression du communisme, d'où des ambiguïtés dans la position américaine. Ils redoutent que les nationalismes ne basculent vers le camp soviétique, et soutiennent bientôt la France en Indochine pour mieux stopper l'influence et la propagation du communisme.

b. Le soutien de l'URSS au combat anti-impérialiste

Depuis sa création, l'URSS se présente comme le seul Etat à avoir réussi l'**EMANCIPATION** et le développement de ses anciennes colonies en ayant donné l'égalité des droits aux nationalités non russes. Depuis le Congrès de Bakou en 1920, le Komintern (IIIème Internationale Communiste) soutient l'**EMANCIPATION** des peuples colonisés, et l'URSS encourage les alliances entre communistes locaux et bourgeoisies nationales. En 1945, l'URSS préconise des négociations avec les métropoles. Dès 1947, les conflits locaux s'aggravent avec la guerre froide. Le mouvement communiste international assimile alors lutte anticoloniale et lutte contre le camp impérialiste. A l'ONU, l'URSS soutient les luttes des peuples colonisés. Elle arme certains mouvements, ayant tout intérêt à aider des mouvements qui affaiblissent et déstabilisent les puissances européennes.

c. Le rôle de l'ONU

Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est repris dans la Charte des Nations Unies en 1945, puis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948. Même si elle n'envisage en 1945 que l'**autonomie** comme perspective pour les colonies, l'ONU joue un plus grand rôle que la SDN. Le conseil de Tutelle de l'ONU prend en charge, dès 1948, l'**EMANCIPATION** des anciennes colonies allemandes (divers mandats de la SDN) et des anciennes colonies italiennes (Libye, Somalie). Le 16 décembre 1952, l'Assemblée générale proclame le droit des territoires non-autonomes et sous tutelle à disposer d'eux-mêmes. En dépit de la guerre froide, la lutte anticolonialiste s'est renforcée. Les groupes des Etats latino-américains, puis arabo-asiatiques, détiennent la majorité à l'Assemblée générale, avec les pays socialistes, et s'opposent au « Bloc colonial ». L'ONU est pour eux une tribune.

Si au 19ème siècle les colonisateurs avaient bonne conscience, convaincus d'apporter progrès et civilisation, au milieu du 20ème siècle, la colonisation apparaît de plus en plus comme une entreprise illégitime de domination et d'exploitation. Les pays colonisateurs encourent donc de plus en plus la réprobation internationale.

1.1.3. L'essor des mouvements de libération nationale

a. L'éveil des consciences nationales

Les mouvements nationaux prennent des formes variées. On assiste ainsi à la résurgence d'un **nationalisme traditionaliste** qui veut restaurer un ordre ancien (appui sur la religion : l'islam en Indonésie, promotion des coutumes ancestrales : **MOHANDAS GANDHI** et son rouet à filer). Le parti du Congrès en Inde, par exemple, est fondé en 1886 et, pétri de valeurs anglo-saxonnes, formule très tôt des revendications d'**autonomie**. On assiste aussi

à la poussée d'un **nationalisme moderniste** qui s'appuie sur l'évolution (*JAWAHARLAL NEHRU*, *HABIB BOURGUIBA*, *AHMED SOEKARNO*). Des Arabes laïcisés affirment que la civilisation musulmane est compatible avec le monde moderne ; ainsi naît la Ligue arabe, en 1945, au Caire. Les élites nationales urbaines (avocats, médecins, professeurs, officiers, prêtres...), souvent formées dans les universités des métropoles, se réclament des principes de 1789 et des nationalistes européens du 19^{ème} siècle et retournent les idéaux de Liberté et d'Egalité contre les colonisateurs. En Indochine, la contestation du colonialisme s'inspire largement du mouvement communiste international. C'est surtout le communisme qui en effet exerce une influence indiscutable, mais inégale, dans de nombreux pays d'Asie et même d'Afrique (*PATRICE LUMUMBA*). Il fait le procès de l'impérialisme, propose une stratégie d'alliances sociales et nationales, fournit des modèles de développement économique, affirme des nouvelles valeurs d'égalité et de progrès. Le nationalisme le plus souvent teinté de socialisme, apparaît comme l'idéologie prépondérante dans cette conquête de leur identité par les jeunes nations.

Les partis ou fronts nationaux s'efforcent en fait de surmonter les divisions ethniques et religieuses et de rassembler bourgeois, paysans et ouvriers. Les peuples dominés découvrent des solidarités nouvelles. La négritude est un concept forgé dans les années 1930 par les écrivains *LEOPOLD SEDAR SENGHOR*, Aimé Césaire, Alioune Diop, exprimant la revendication d'une conscience commune des Noirs autour d'une culture et de valeurs spécifiques. Le **panarabisme** est la doctrine politique prônant l'union de tous les peuples de langue arabe. La Ligue arabe, créée en 1945 au Caire, s'en fait notamment le défenseur. Certains leaders s'identifiant à leur peuple jouent en effet un rôle charismatique : *FELIX HOUPHOUET-BOIGNY* en Côte d'Ivoire, *HO CHI MINH* au Vietnam, *AHMED SOEKARNO* en Indonésie, *HABIB BOURGUIBA* en Tunisie, *ABDEL GAMAL NASSER* dans le monde arabe.

b. Les premiers mouvements nationalistes

C'est en Asie que les premiers mouvements apparaissent. Dans les Indes britanniques, le parti du Congrès, fondé en 1885, pratique, sous l'impulsion de *MOHANDAS GANDHI*, la « non-coopération non violente ». Dès 1929, son président *JAWAHARLAL NEHRU* exige l'**indépendance** totale. Redoutant une Inde dominée par les Hindous, la Ligue musulmane de Ali Jinnah, appuyée par les Anglais, réclame la formation d'un Etat musulman séparé. En 1942, face à l'offensive japonaise et à la poussée nationaliste, Londres propose de faire de l'Inde un dominion. Solution que rejettent tous les Indiens, même si au « Quittez l'Inde ! » du Parti du Congrès s'oppose le « Divisez et partez ! » de la Ligue. En 1945, les Britanniques sont résignés à l'**indépendance**. Dans les Indes néerlandaises, à côté du parti communiste indonésien antijaponais, s'est organisé à partir de 1942 le parti national indonésien de *AHMED SOEKARNO*. Les nationalistes administrent le pays sous la tutelle des Japonais, et, après la défaite de ceux-ci, proclament l'**indépendance** de la République indonésienne, le 17 août 1945. En Indochine, le parti communiste indochinois crée en mai 1941 le Viêt-minh (Ligue pour l'**indépendance** du Vietnam) pour lutter contre les Français et les Japonais. L'insurrection générale permet à *HO CHI MINH* de proclamer l'**indépendance**, le 2 septembre 1945 à Hanoi.

Au Maghreb, des mouvements s'organisent aussi. En Tunisie, *HABIB BOURGUIBA*, leader du "Néo-Destour" (Nouvelle Constitution) veut négocier l'**indépendance** du protectorat, mais il se heurte au refus et à la répression. Au Maroc, le sultan Ben Youssef entend s'appuyer sur les Etats-Unis pour obtenir la fin du protectorat. Après le débarquement allié en Afrique du Nord en 1942, il réclame l'**indépendance** de son pays et prend la tête du mouvement national en créant en 1944 le parti de l'Istiqlal (Parti de l'**indépendance**). En Algérie, les courants nationalistes sont plus divisés. Depuis 1937, le "parti du peuple algérien", ou PPA, de *MESSALI HADJ* envisage la conquête de l'**indépendance** par un soulèvement. Le mouvement plus modéré du « manifeste du peuple algérien » lancé en 1943 par *FERHAT ABBAS* n'envisage qu'une Algérie autonome fédérée à la France. En mai 1945, les manifestations nationalistes de Sétif entraînent les massacres du Constantinois par l'armée française. De sources françaises, il n'y eut que quelques centaines de morts musulmans. Les estimations algériennes vont de 15 000 à 45 000.

1.1.4. Les métropoles face à la **DECOLONISATION**

La France et les Pays-Bas effectuent quelques réformes du statut colonial mais refusent l'**indépendance** de leurs colonies. En revanche la Grande-Bretagne se montre plus libérale et conciliante. D'une manière générale les opinions publiques sont très divisées. En général les communistes et les Eglises, catholique et protestante, se prononcent pour l'**EMANCIPATION** des colonies, de même que la plupart des intellectuels, alors que les forces politiques traditionnelles manifestent leur attachement au colonialisme. La colonisation apparaît cependant de plus en plus comme une entreprise illégitime de domination et d'exploitation.

a. Le cas de la France : des changements modestes largement théoriques

Le cas de la **DECOLONISATION** pour la France est complexe : les **indépendances** ont été tantôt arrachées et violentes, tantôt négociées et pacifiques. Dans l'ensemble, la France a surtout pratiqué une politique d'assimilation et le choc est brutal : comment d'autres peuples peuvent-ils refuser d'être Français ? La conférence de Brazzaville (début 1944) réunit les gouverneurs d'Afrique noire et envisage le droit à la « gestion de leurs propres affaires » des indigènes intégrés à la communauté française, une politique sociale audacieuse, mais refuse catégoriquement toute

idée d'**autonomie** des colonies. Une attitude bien ambiguë au total. La constitution de 1946 supprime le statut de l'indigénat et le travail forcé, proclame l'égalité des droits des citoyens « autochtones », mais la tutelle de la métropole reste entière. L'« Empire français » est transformé en « Union française », entité créée en 1946 par la Constitution de la IV^e République française, transformant, sur le modèle de l'assimilation, les « colonies » en « départements » ou « territoires d'outre-mer » et les « protectorats » en « Etats associés ». Le vocabulaire change, la réalité coloniale demeure. L'Union sera remplacée en 1958 (Ve République) par la « Communauté française », laquelle laissera rapidement la place aux **indépendances** nationales.

La France associe en effet en 1945 le statut de grande puissance et la possession d'un Empire. Déjà traumatisée par la défaite de 1940 elle ne saurait accepter la nouvelle défaite que serait pour elle la perte de son empire. Par son administration directe, la France tient les populations indigènes totalement à l'écart du pouvoir. L'attitude conciliante de l'état à l'égard de colons arc-boutés sur leurs privilèges a rendu bien souvent l'affrontement inévitable : soulèvements locaux et répression française (cf. Afrique du Nord, Madagascar). Le tournant s'effectue en fait vers 1956, lorsque l'on commence à estimer que la **DECOLONISATION** est inéluctable, et que l'empire coûte plus cher qu'il ne rapporte. Le **tiers-mondisme** est la doctrine défendue dans les années 1950 par le journaliste Raymond Cartier (*Paris-Match*) selon lequel les colonies étaient devenues une source de dépenses et plus une richesse. Son succès a mieux fait accepter la **DECOLONISATION** en France (« Plutôt la Corrèze que le Zambèze »).

b. Le cas de la Grande-Bretagne

Les Britanniques, eux, ont déjà l'expérience de la transformation de leurs colonies blanches en dominions au sein du Commonwealth (1931) et ils favorisent l'émergence des élites par l'« indirect rule ». Les travaillistes au pouvoir, conscients de la diversité de l'Empire et des faiblesses du royaume, reconnaissent le droit des peuples colonisés à l'**autodétermination**. La GB mène avec pragmatisme une politique d'association, souhaitant préserver leurs intérêts économiques et diplomatiques quitte à négocier et accorder l'**indépendance** politique. La GB conservera d'ailleurs par la suite des liens privilégiés avec ses anciennes colonies dans le cadre du Commonwealth.

c. La Belgique et les Pays-Bas

Ils recourent à la force pour éviter l'**indépendance** et pour préserver ensuite leurs intérêts économiques, comme en Indonésie (Pays-Bas) et au Congo (Belgique).

1.2. La **DECOLONISATION** commence en Asie (1945-1954)

1.2.1. Les **indépendances** au Proche-Orient

a. La liquidation des mandats français au Levant

En Syrie et au Liban, territoires sous mandat de la SDN, la débâcle de juin 1940 puis les combats qui y ont opposé les armées françaises restées fidèles à Vichy et celles de la France libre ont porté une atteinte décisive à son autorité et à son prestige. En outre, les Britanniques, espérant garder après la guerre leur contrôle sur cette région qu'ils considèrent comme vitale, encouragent les nationalistes arabes. Churchill déclare ainsi aux Communes le 9 septembre 1941 : " Il n'est pas question que la France garde au Levant la situation qui était la sienne avant la guerre." En mai 1945, des troubles très violents éclatent à Damas contre les "opresseurs" français ; la France décide de riposter en utilisant la manière forte (aviation et artillerie), faisant au total 400 morts parmi la population civile. La Grande-Bretagne exige le cessez-le-feu, la Syrie et le Liban en appellent à l'ONU. Le 31 décembre 1946, le dernier soldat français quitte Beyrouth dans des conditions humiliantes pour la France qui n'a pas su envisager une **indépendance** pleine et entière. « Pour avoir trop voulu retenir, déclare alors le représentant de la France libre dans ces territoires, elle avait tout perdu. »

b. Le problème de la Palestine et la naissance d'Israël

Le conflit israélo-arabe qui va naître et se développer dans la région repose en fait sur le fait que sur cette terre de Palestine existe une double légitimité : celle des juifs, héritée de l'histoire (royaume de David, de Salomon...), avant que le peuple juif ne se disperse de par le monde en l'an 70 de notre ère suite à la terrible répression romaine contre les mouvements indépendantistes de l'époque ; celle des Palestiniens arabes qui vivent sur place depuis au moins aussi longtemps, même s'ils n'ont jamais eu d'Etat, la région ayant pratiquement toujours été sous contrôle étranger. A la fin du 19^{ème} s., Théodore Herzl développe l'idée du sionisme visant à offrir au peuple juif un Etat en Palestine. En 1917, par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, Balfour, la GB s'engage à favoriser la création en Palestine d'un « foyer national juif », formule équivoque, mais qui suscite bien des espoirs et une accélération brutale de l'immigration juive en Palestine après la guerre, la région étant passée sous contrôle anglais (mandat de la SDN). Sur place les juifs achètent des terres, édifient une agriculture moderne et productive (propriété collective et vie communautaire dans les Kibboutz), développent les activités commerciales et les villes, mettent en place une société juive dynamique. En 1945, il y a 560 000 juifs et 1 200 000 Arabes en Palestine. Mais face à la question des survivants de la Shoah, les Alliés, notamment les USA et l'URSS envisagent une solution nationale. La GB, qui occupe la Palestine, laquelle constitue pour elle une région stratégique, n'est guère pressée d'en arriver là. Elle ne

veut pas mécontenter la Ligue arabe qui vient de se créer et dont elle compte faire le pivot de son influence dans la région. La Ligue arabe quant à elle (Egypte, Irak, Syrie, Liban, Transjordanie, Arabie Saoudite et Yémen), entend bien obtenir l'**indépendance** de la Palestine, "partie importante du monde arabe". En 1945 la colonie juive se mobilise et on assiste à des actions terroristes des organisations extrémistes juives (comme l'IRGOUN de Menahem Begin ou le groupe STERN) contre les Anglais. Le 22 juillet 1946, une explosion détruit à Jérusalem le "King David Hôtel", siège du QG britannique, faisant plus de 200 victimes. En octobre 1945, **DAVID BEN GOURION**, Président du Conseil National, association représentant la colonie juive auprès de la puissance mandataire, lance finalement un appel à la lutte armée contre l'occupant britannique, faute d'avoir pu obtenir un accord négocié. La GB décide de renforcer sa présence militaire et de bloquer l'immigration juive, d'où l'indignation mondiale (notamment quand la GB interdit le débarquement des 4500 passagers du navire Exodus, ce dernier étant refoulé). La GB s'en remet à l'ONU, incapable de résoudre le problème par elle-même. Le 29 novembre 1947 l'ONU propose un plan de partage de la Palestine ayant l'approbation des Grands : un Etat juif sur 55 % du territoire, un Etat arabe palestinien, la ville de Jérusalem sous autorité internationale (des Nations Unies). Les juifs acceptent mais les Arabes refusent et multiplient les attaques de colonies et de convois juifs, les juifs répliquant par les attaques de villages arabes : l'engrenage de la violence est engagé. Les mois passent et les instances internationales tergiversent. La GB annonce son départ pour le 15 mai 1948. Le 14 mai 1948, **DAVID BEN GOURION** et le Conseil National Juif proclament l'**indépendance** d'Israël, reconnue immédiatement par les USA et l'URSS. Une coalition regroupant l'Egypte, la Syrie, le Liban, la Transjordanie, et l'Irak entre immédiatement en guerre. Israël met sur pieds une véritable force armée, Tsahal (abrégé pour « forces de défense d'Israël ») ; cette armée compte 80 000 combattants en décembre avec la levée en masse de tous les hommes et femmes adultes. Malgré un rapport de forces qui ne lui était pas favorable initialement, Israël l'emporte et conserve pour sa sécurité une partie de ses conquêtes. Un armistice est signé en juin 1949. Israël contrôle désormais 78% du territoire de l'ancienne Palestine et Jérusalem-Ouest. Le reste de la Palestine, Cisjordanie et Jérusalem-Est sont annexés par la Transjordanie, qui prend en 1950 le nouveau nom de Jordanie. Du fait de la guerre et de ses conséquences territoriales (annexions par Israël et la Jordanie), les Palestiniens arabes ne disposent finalement pas de l'Etat que prévoyait le partage de l'ONU. 100 000 d'entre eux restent en Israël, participent au développement économique de l'Etat juif, mais n'y sont pas reconnus comme citoyens à part entière. 500 000 quittent le territoire contrôlé par Israël et s'accumulent dans des camps de réfugiés en Jordanie. Israël interdit le retour aux Palestiniens qui ont quitté la Palestine qu'ils occupent. Des camps de réfugiés sont donc organisés à la hâte, qui se transforment en dur, se bidonvillisent ; les jeunes générations ne pardonnent pas aux régimes en place en Egypte, en Syrie et en Irak de leur avoir fait subir cette humiliation. Le problème palestinien est posé, et il n'est toujours pas résolu.

1.2.2. Les raisons de l'**EMANCIPATION** précoce de l'Extrême-Orient

L'Asie a montré la voie en raison :

- de l'ancienneté du nationalisme (vieilles civilisations ayant gardé une identité : Inde, Birmanie, Cambodge),
- de son poids démographique (Inde, Indonésie),
- de l'impact de l'invasion japonaise (résistance indochinoise) et
- de la diffusion du communisme (Chine voisine).

1.2.3. L'**EMANCIPATION** largement négociée des colonies anglaises en Asie

Préférant renoncer volontairement à sa souveraineté politique pour préserver ses intérêts économiques essentiels, l'Angleterre propose à ses colonies l'**indépendance** et l'association dans le Commonwealth. Le retrait anglais est assez aisé, mais les Britanniques laissent derrière eux des guerres fratricides et de lourdes séquelles.

a. L'**indépendance** des Indes.

MOHANDAS GANDHI s'impose comme le chef du mouvement nationaliste et préconise l'action non-violente, le boycott des produits anglais, la grève de l'impôt. Durant la guerre il réclame l'**indépendance** de l'Inde avec son disciple **JAWAHARLAL NEHRU** et fait voter par le parti du Congrès la résolution "Quit India" en 1942. **MOHANDAS GANDHI** et **JAWAHARLAL NEHRU** ont un projet d'Etat unitaire, multireligieux et neutraliste. Ali Jinnah désire la partition de l'Inde et la création d'un Pakistan musulman et anglophile. Les affrontements entre communautés, aggravés à partir d'août 1946, poussent le gouvernement Attlee à décider le transfert rapide du pouvoir. En février 1947, alors qu'aucun accord ne semble en vue entre hindous et musulmans, le RU annonce son intention d'évacuer unilatéralement l'Inde. Le dernier vice-roi des Indes, Lord Mountbatten, fait accepter son plan de partition selon des critères communautaires. **Le 15 août 1947, deux Etats accèdent à l'indépendance : l'Inde, ralliée par la majorité des hindouistes et le Pakistan constitué par deux territoires à majorité musulmane mais distants de 1 800 km au nord-ouest de l'Inde et dans le Bengale (actuel Bangladesh).** Cette partition des provinces et des réseaux de transport et d'irrigation entraîne le déplacement gigantesque de 12 millions de personnes et d'innombrables massacres (2 millions de morts). **MOHANDAS GANDHI** est assassiné par un fanatique hindou. En 1947-1948 et 1965, deux guerres opposent l'Inde au Pakistan pour le contrôle du Cachemire. En 1971 a lieu un nouveau conflit au sujet de la sécession du Bangladesh.

b. Ceylan et la Birmanie

A Ceylan, les élites anglophiles reçoivent de façon précipitée le self-government en décembre 1947. En Birmanie, nationalistes et communistes, ayant chassé les Japonais, refusent tout retour de l'administration britannique. Face à une vague d'attentats, Londres accorde l'**indépendance** totale du pays en janvier 1948.

c. La Malaisie et Singapour

Pour mieux garder le contrôle des richesses en étain et caoutchouc de Malaisie et leur position stratégique, les Anglais jouent sur les divisions ethniques entre Malais, Chinois et Indiens. Ils détachent, en 1946, Singapour de la Malaisie, du fait de la position stratégique de la grande ville portuaire et commerciale. De 1948 à 1954, ils doivent affronter une dure et coûteuse guérilla. La Fédération malaise devient finalement indépendante en 1957 et Singapour l'année suivante.

Tous ces Etats, même l'Inde, à l'exception de la Birmanie, adhèrent au Commonwealth. Ces **indépendances** octroyées l'ont tout de même été sous la pression, et la violence n'a pas totalement épargné ces régions.

1.2.4. Les **indépendances** arrachées par la force en Extrême-Orient

a. L'abandon forcé des Indes néerlandaises par les Pays-Bas

En août 1945 les Japonais autorisent **AHMED SOEKARNO** à proclamer l'**indépendance** à la veille de leur départ. Les Néerlandais, ne voulant pas renoncer à leur Empire, ne reconnaissent pas la République indonésienne de **AHMED SOEKARNO** et dès la fin de 1945, ils tentent de reconquérir les îles. Pour écraser les républicains, ils envahissent en 1947 et 1948 Java et Sumatra et arrêtent les leaders nationalistes. Mais sous la pression conjuguée de l'ONU, de la guérilla indonésienne, des pays asiatiques et de l'URSS solidaires, et des « bons offices » des Etats-Unis (qui menacent de suspendre l'aide Marshall), les Pays-Bas sont contraints de remettre le pouvoir à **AHMED SOEKARNO**, président des Etats-Unis d'Indonésie, entre le 18 et le 27 décembre 1949 dans le cadre de l'Union néerlandaise (Conférence de la Table Ronde de La Haye) : c'est l'**indépendance** effective du pays. En 1950-1952, les Pays-Bas soutiennent la sécession de la République des Moluques et **AHMED SOEKARNO** impose alors un Etat centralisé et unitaire. En 1956, l'Union néerlandaise est dissoute. En 1957, les derniers ressortissants néerlandais sont expulsés et leurs biens confisqués.

b. Une **DECOLONISATION** tragique : la guerre d'Indochine.

La question de l'**indépendance** est posée dès 1945. **HO CHI MINH proclame l'indépendance du Vietnam le 2 septembre 1945, dès la capitulation japonaise.** Le général de Gaulle désire restaurer la souveraineté française sur l'Indochine, un corps expéditionnaire est envoyé en Cochinchine dès septembre 1945 et chasse le Viêt-minh de Saigon ; le Tonkin reste cependant sous le contrôle d'**HO CHI MINH**. Les accords Sainteny-**HO CHI MINH** (mars 1946) créent la fédération indochinoise, des accords d'association sont proposés au Cambodge et au Laos et la république du Vietnam est reconnue comme un Etat libre, membre de la fédération indochinoise et de l'Union française. Mais le haut-commissaire français en Indochine, l'amiral Thierry d'Argenlieu, tenu à l'écart des discussions, refuse d'appliquer l'accord. Poussé par les colons et la droite, il proclame unilatéralement la république de Cochinchine le 1^{er} juin 1946, et compte entreprendre la reconquête du Tonkin. L'agitation indépendantiste se développe inévitablement. A la suite d'incidents, la marine française, le 23 novembre, bombarde le port de Haiphong faisant au moins 6000 morts. Le 19 décembre, 200 Européens sont massacrés par le Viêt-minh à Hanoi. **Les mois de novembre-décembre 1946 marquent le début de la guerre d'Indochine, une guerre de reconquête coloniale, puis un conflit de guerre froide**

La France est d'abord isolée. Elle mène seule une guerre de reconquête coloniale refusant toutes les offres de négociation de **HO CHI MINH**. Le Viêt-minh, replié dans les campagnes, mène une « guerre populaire » sous la direction du général Giap et la guérilla est bien armée par l'URSS. En France l'opinion est largement indifférente à cette guerre menée par l'armée de métier, guerre que seuls les communistes dénoncent. Pour contrer l'influence d'**HO CHI MINH**, la France cherche à s'appuyer sur les nationalistes conservateurs et accorde à l'ex-empereur d'Annam Bao Dai, le 5 juin 1954, l'**indépendance** du Vietnam associé à l'Union française, **indépendance** formelle car tous les actes de Bao Dai doivent être ratifiés par le gouvernement français. Il en est de même pour le Laos et le Cambodge du roi Sihanouk.

A partir de 1949-50, l'Indochine devient un conflit de guerre froide. Après la victoire des communistes à Pékin, le Viêt-minh reçoit l'aide militaire de la Chine populaire et de l'URSS et peut désormais engager des forces mieux équipées. Les Etats-Unis, dans le cadre de leur politique d'endiguement accordent alors à la France et à Bao Dai une aide militaire et financière croissante. La France s'enlise dans la « sale guerre » alors que le conflit s'internationalise. Les troupes françaises subissent à partir de 1950 des échecs et les « zones libérées » du Viêt-minh s'étendent. En octobre 1952, le général Giap déclenche l'offensive générale. Après l'armistice de Corée, les Etats-Unis et l'URSS tentent d'imposer un règlement du conflit par la négociation. La France accepte le principe d'une conférence internationale à Genève pour régler l'ensemble des problèmes indochinois, mais tente de l'aborder en position de force grâce à une victoire militaire. Mais le piège de Diên Bien Phu se retourne contre les Français enfermés dans la cuvette et le 7 mai 1954, les 13 000 soldats encerclés doivent se rendre après 54 jours de combats. L'armée française

vient de perdre la seule bataille rangée de la **DECOLONISATION**. *Le nouveau gouvernement de Pierre Mendès France conclut les accords de Genève qui mettent fin à la guerre d'Indochine le 21 juillet 1954*. Le Laos, le Cambodge et le Vietnam accèdent à leur pleine **indépendance**. Le Vietnam est provisoirement divisé par la ligne d'armistice du 17^e parallèle. Au nord est créée une république démocratique présidée par *HO CHI MINH* organisée autour de Hanoi ; au sud, une république nationaliste et anticommuniste, de plus en plus pro-américaine s'organise autour de Saigon.

Cette guerre lointaine a coûté à la France et à ses alliés 92 000 morts. Elle laisse dans l'armée amertume et colère. Les élections générales pour la réunification du pays, prévues pour juillet 1956 mais refusées par le Sud, n'auront pas lieu. La victoire du Viêt-minh achève la **DECOLONISATION** asiatique mais la lutte entre communistes et nationalistes continue et elle annonce la deuxième guerre d'Indochine, les Américains s'impliquant de plus en plus au Vietnam.

Ainsi de 1943 à 1954, 17 Etats ont accédé à l'**indépendance** ; 11 sont asiatiques et représentent plus de 700 millions de personnes, 5 sont situés au Moyen-Orient (Liban, Syrie, Jordanie, Israël, Libye). La « décennie asiatique » caractérise la première étape de la **DECOLONISATION**.

1.3. La deuxième vague de la **DECOLONISATION** : les décennies africaines

De 1956 à 1968, près de 50 pays deviennent indépendants dont 38 africains, 6 asiatiques, 4 américains. 1960 est bien l'« année de l'Afrique », avec 17 **indépendances** enregistrées sur le continent.

1.3.1. Des conditions nouvelles favorisant la **DECOLONISATION**

a. L'**afro-asiatisme** et la conférence de Bandoung.

Dès 1947 une conférence réunit à New Delhi des représentants de 25 pays d'Asie qui dénoncent le fait colonial (en 1949 l'Égypte et l'Éthiopie rejoignent ces Etats). L'« **afro-asiatisme** » trouve dans l'ONU une tribune : les Etats récemment décolonisés se regroupent autour d'un programme anticolonialiste et anti-occidental, ce qui leur vaut l'appui de la Chine. En 1954, *JAWAHARLAL NEHRU* entreprend de patronner une *conférence des pays libres d'Asie et d'Afrique incluant la Chine : elle se tient en avril 1955 à Bandung, en Indonésie, sous la présidence de AHMED SOEKARNO*.

b. Le **panarabisme** et l'influence de *ABDEL GAMAL NASSER*

En Afrique du Nord, l'aspiration à l'**indépendance** est stimulée par la Ligue arabe et l'exemple de *ABDEL GAMAL NASSER*, l'Égypte apparaissant comme le pays champion de la cause arabe, face à la présence britannique. En 1952, le mouvement des « officiers libres » renverse le faible roi Farouk et proclame la République égyptienne. Pour financer la construction du barrage d'Assouan, *ABDEL GAMAL NASSER* nationalise en 1956 la Compagnie du canal de Suez. Face à l'intervention armée d'Israël, de la Grande-Bretagne et de la France, il sauve son régime grâce aux pressions des Etats-Unis et de l'URSS. Désormais aidée et armée par l'URSS, l'Égypte apporte un soutien actif aux « luttes de libération des peuples arabes », même si le projet de fusion avec la Syrie et d'autres Etats échoue. Le **panarabisme** nassérien s'affirme dans le monde arabe. Entre 1957 et 1967, la Grande-Bretagne se retire de Chypre, de Malte, d'Aden et du Sud-Yemen, puis des émirats arabes.

c. Le **panafricanisme**

Le **panafricanisme** est la doctrine politique prônant l'union de tous les peuples africains. Illustré par quelques figures (le Ghanéen *KWAME N'KRUMAH*, le Négus d'Éthiopie, le Tanzanien J. Nyerere), celui-ci se développe à la conférence d'Accra au Ghana (1958) et s'exprime par la création de l'OUA (1963).

1.3.2. La **DECOLONISATION** de l'Afrique du Nord

En août 1951, le général de Lattre avait annoncé à propos de la guerre d'Indochine : « Nous avons fait la folie de faire combattre sous notre commandement des Musulmans et des Noirs contre des Jaunes, et même parfois de les faire battre par des Jaunes. L'Afrique française est foutue. » Dien Bien Phu fut bien perçue, en effet, comme le signal de la **DECOLONISATION** en Afrique du Nord française.

a. Des **indépendances** négociées sous la pression

Alors que l'**indépendance** de la Libye, l'ancienne colonie italienne sous tutelle de l'ONU, avait été proclamée en 1951, la France s'entêtait encore à affirmer le caractère « définitif » des liens l'unissant à la Tunisie. Condamnée par l'ONU pour avoir refusé l'**autonomie** à son protectorat tunisien, la France se heurte à un début de rébellion ; début 1952, *HABIB BOURGUIBA*, le chef très populaire du mouvement nationaliste Néo-Destour est arrêté après avoir appelé à la lutte armée (la France avait rompu des négociations fin 1951). Les troubles se généralisent dans le pays et la situation devient donc très tendue. Dans la foulée des accords de Genève, Pierre Mendès France se rend à Tunis le 31 juillet 1954 et promet formellement de reconnaître « l'**autonomie** interne de l'Etat tunisien » (discours de

Carthage). Le retour triomphal de *HABIB BOURGUIBA* dans son pays, le 1^{er} juin 1955, est suivi le 3 juin de la signature de conventions, première étape vers une **indépendance totale reconnue le 20 mars 1956**. En juillet 1957, *HABIB BOURGUIBA* proclame la République tunisienne.

Au Maroc, les leaders indépendantistes de l'Istiqlal ont recours à l'action violente (émeutes de Casablanca en 1952). Le sultan Mohammed Ben Youssef, rendu responsable des troubles anti-français, est déposé et exilé en 1953. Cela provoque une hostilité grandissante des nationalistes marocains, une multiplication des actes de terrorisme et une dérive insurrectionnelle. Le gouvernement Edgar Faure doit rappeler le sultan qui accède au trône sous le nom de *MOHAMMED V* et fait un retour triomphal en novembre 1955. **L'indépendance du royaume du Maroc est acquise le 2 mars 1956.**

b. Une **indépendance** arrachée : l'Algérie

L'ALgérie se compose de trois départements français (Algérois, Oranais, Constantinois) et est donc un territoire français par son statut, et non pas un protectorat comme le Maroc ou comme la Tunisie. Elle est rattachée au ministère de l'Intérieur, dirigée par un gouverneur général nommé en conseil des ministres. Selon le slogan, « l'Algérie, c'est la France » (repris par le ministre de l'Intérieur de l'époque, François Mitterrand) : toute **indépendance** de l'Algérie est considérée comme une amputation du territoire français (d'où la répression très dure des **émeutes de Sétif le 8 mai 1945**). Il existe pourtant deux catégories de citoyens : les Français surnommés les pieds-noirs (800 000) et les musulmans (8,5 millions). Le nouveau statut de 1947 perpétue l'inégalité : l'Assemblée algérienne dispose de prérogatives restreintes ; il y a un double collège se partageant le même nombre de sièges (un collège pour les Français et un autre pour les musulmans) et les élections sont notoirement truquées, ce qui fait uniquement élire des colons dans le premier collège ou des représentants de l'administration dans le second. Les Européens d'Algérie sont arc-boutés sur leurs privilèges, politiquement conservateurs et refusent toute réforme pouvant entraîner l'égalité des Européens et des musulmans. La domination est économique, sociale, mais aussi culturelle : la langue arabe n'est que l'une des langues étrangères enseignées dans les lycées.

Le nationalisme algérien se compose de trois courants différents : un courant traditionaliste (les oulémas) s'appuyant sur l'islam et résistant à l'intégration ; un courant moderniste, réformiste, légaliste (bourgeois et intellectuels) avec *FERHAT ABBAS* pour leader ; un courant révolutionnaire et activiste, de *MESSALI HADJ*, avec son groupe d'action (l'organisation spéciale dirigée par *AHMED BEN BELLA*). Mais la colonisation a détruit les cadres politiques locaux et les nationalistes n'ont aucune structure où s'exprimer, aucune perspective légale d'affirmation, encore moins d'opposition. On assiste à une sévère répression en cas d'agitation (cf. Constantinois en 1945). Il n'y a donc aucun interlocuteur avec qui négocier et le recours à la violence peut apparaître comme la seule possibilité dans de telles conditions.

En octobre 1954, 9 jeunes militants issus du mouvement de *MESSALI HADJ* décident de réunir le nationalisme algérien dans le combat contre les colonisateurs : c'est la création du F.L.N. (Front de Libération Nationale) et de l'A.L.N. (Armée de Libération Nationale). Le F.L.N. proclame son objectif de « restauration de l'Etat algérien ». Parallèlement et simultanément ont lieu **70 actions terroristes lors de la « Toussaint rouge » le 1^{er} novembre 1954** : attaque de bâtiments civils et militaires à la bombe ; 8 morts au total dont deux instituteurs venant de prendre leur poste. Les premières réactions françaises sont la fermeté. Les gouvernements Mendès-France puis Faure multiplient les déclarations énergiques sur l'appartenance de l'Algérie à la France et la volonté de maintenir l'ordre. Sur place une vigoureuse répression est lancée : démantèlement des réseaux F.L.N. par l'armée et la gendarmerie avec une répression souvent aveugle qui réduit bientôt l'activité du F.L.N. à quelques poches dans les montagnes de l'Aurès et de la Kabylie. L'armée s'estime tout à fait en mesure de régler le problème, estimant avoir appris à combattre la guerre populaire en Indochine. L'engrenage est cependant en route : le F.L.N. multiplie les attentats, les bombes dans les lieux publics, l'exécution des collaborateurs. Jacques Soustelle est nommé gouverneur général par Mendès-France pour mettre en place des réformes et il mène une politique d'intégration, c'est à dire d'assimilation : « pacification » des zones rebelles (en fait il s'agit plutôt de répression), application loyale du statut de 1947, modernisation économique et sociale, large programme de scolarisation. Le F.L.N. est décidé à empêcher la politique d'intégration jugée intolérable par le nationalisme algérien ; il veut affirmer son audience sur les musulmans et intimider les partisans d'un dialogue avec les Français tout en creusant le fossé entre les deux communautés : il utilise pour ce faire la terreur. Les 20-21 août 1955, un soulèvement musulman a lieu dans le Constantinois, encadré par le F.L.N. 125 Français habitant des fermes isolées sont massacrés. La conséquence immédiate est une véritable chasse à l'Arabe, avec environ un millier de morts. Les musulmans indignés par la répression aveugle basculent dans le camp du F.L.N dont l'emprise augmente, y compris chez les modérés comme *FERHAT ABBAS*. Un fossé de sang sépare désormais les deux communautés et un processus irréversible de guerre est maintenant engagé même si les opérations militaires françaises portent encore le nom de « pacification ». L'état d'urgence est proclamé en Algérie (suspension des libertés), le service militaire est allongé et des appelés du contingent sont envoyés en Algérie (début 1956 il y a 190 000 soldats en Algérie et fin 1956 il sont au nombre de 450 000). Guy Mollet, hostile à « la guerre imbécile et sans issue », se rend à Alger le 6 février 1956 pour installer le ministre-résident (ou gouverneur général), le général Catroux, considéré comme un libéral par les uns, comme un « bradeur » par les autres, notamment des pieds-noirs. Guy Mollet est conspué par les Européens d'Algérie et accueilli

avec des jets de tomates. Il change alors d'avis et remplace le général Catroux par le socialiste Robert Lacoste, partisan de la fermeté et de la force si nécessaire. Mollet définit une politique basée sur le triptyque « cessez-le-feu, élections libres, négociations » : le gouvernement est prêt à négocier, mais demande au F.L.N. de déposer préalablement les armes. Les élections devraient prouver le caractère minoritaire et non-représentatif du F.L.N. Le refus du F.L.N., qui s'affirme représentatif, marque le début de la guerre à outrance. L'armée française est à nouveau renforcée et on donne carte blanche aux militaires, qui quadrillent désormais le pays et font fermer les frontières avec le Maroc et la Tunisie par où transitent les armes. En octobre 1956, le leader **AHMED BEN BELLA** est arrêté à l'occasion d'un détournement d'avion illégal. Durant 9 mois à partir du mois de janvier 1957 a lieu la « bataille d'Alger ». Le général Massu dispose des pleins pouvoirs et met en œuvre une lutte anti-guérilla dans Alger avec utilisation de tous les moyens (multiplication des contrôles et des fouilles, arrestations, recours aux indicateurs, torture aussi pour obtenir des renseignements...). C'est un succès militaire (le F.L.N. est démantelé à Alger et très affaibli) mais un échec politique et psychologique : hostilité croissante des musulmans du fait des méthodes employées et ralliements au F.L.N. de plus en plus nombreux (notamment après le drame de Sakhiet, base arrière du FLN en Tunisie, en février 1958).

Le 13 mai 1958, éclate l'insurrection d'Alger, avec le soutien de l'armée française. La nomination à la présidence du conseil du MRP Pierre Pflimlin réputé favorable à des négociations provoque des émeutes à Alger. Un comité de salut public est formé, présidé par le général Massu, qui fait appel à de Gaulle. Ces événements, d'une extrême gravité, conduisent à l'effondrement de la IV^{ème} République. De Gaulle sait que le contexte a changé même s'il déclare aux Français d'Algérie en juin le fameux : « Je vous ai compris ». Le F.L.N met en place le G.P.R.A. en septembre 1958, présidé par **FERHAT ABBAS**, affichant ainsi clairement sa position indépendantiste. L'opinion internationale désavoue les actions militaires de la France, qui se retrouve totalement isolée : soutien des pays arabes et des pays communistes au FLN, pressions de l'ONU, condamnation par le **TIERS MONDE** (conférence de Bandoung) mais aussi par les USA. Enfin, en métropole même, l'opposition à la guerre est croissante car ce sont les appelés du contingent qui partent en Algérie. La France s'achemine donc difficilement vers la séparation. Au départ, de Gaulle prend ses distances avec les activistes de l'Algérie Française en éliminant les comités de salut public et en ramenant l'armée à un rôle purement militaire. Il propose la « Paix des Braves » en septembre 1958 et l'ouverture de négociations mais après cessez-le-feu du FLN. En septembre 1959, il évoque le droit de l'Algérie à « l'**autodétermination** », c'est-à-dire à choisir entre la « francisation », l'« Algérie algérienne » ou la « sécession », c'est-à-dire l'**indépendance**. Selon lui, cette dernière option est la plus mauvaise pour les Algériens car elle signifie l'écroulement d'une économie tournée vers l'exportation, la reprise de tensions entre communautés arabes et kabyles et le risque de prise de pouvoir par les communistes. A partir de mars 1960, le vocabulaire de De Gaulle évolue et la situation aussi : il parle d'« Algérie algérienne », puis de « République algérienne » en novembre 1960 puis d'« Etat algérien souverain » en avril 1961 et ouvre des pourparlers avec le F.L.N. Français d'Algérie et militaires ont le sentiment d'être trahis par de Gaulle et rêvent désormais d'un nouveau 13 mai qui se ferait cette fois-ci contre lui. En janvier 1960 a lieu la « semaine des barricades » à Alger : les Français d'Algérie, notamment les étudiants, se soulèvent mais l'armée hésite à suivre les insurgés qui finissent par se rendre au bout d'une semaine. Pour manifester clairement aux activistes et aux militaires que la nation est avec lui, de Gaulle soumet le droit à l'**autodétermination** de l'Algérie à référendum en janvier 1961 et il obtient 75% de « oui ». Début avril, de Gaulle annonce des pourparlers officiels avec le G.P.R.A. C'en est trop pour les partisans de l'Algérie Française : le 22 avril 1961 se produit un putsch à Alger mené par 4 généraux (Challe, Salan, Jouhaud, Zeller) qui entraînent avec eux une partie de l'armée et préparent une action aéroportée en métropole. Mais les soldats du contingent refusent de suivre les officiers rebelles et de Gaulle fait preuve d'une extrême fermeté (intervention télévisée, proclamation de l'article 16, arrestations en métropole). Les activistes n'ont plus alors qu'une solution : l'action terroriste à travers l'OAS. (Organisation Armée Secrète) pour empêcher tout accord avec le F.L.N., renverser le pouvoir gaulliste et détruire systématiquement tout ce qui a été édifié par la France en Algérie une fois l'accord réalisé (terre brûlée). Ils multiplient les attentats en Algérie (20 morts par jour à Alger en janvier 1962, fusillade de la Rue d'Isly le 26 mars 1962 faisant 46 morts) et en France (plusieurs attentats contre de Gaulle dont celui du Petit-Clamart en août 1962, plus de 100 morts et des milliers de blessés après une manifestation des Algériens de Paris en octobre 1961, 8 morts au métro Charonne au cours d'une manifestation de gauche demandant une lutte plus active contre l'OAS en février 1962). Le seul résultat tangible de ces crimes est que toute cohabitation entre Européens et musulmans devient impossible en Algérie ; l'**indépendance** de l'Algérie s'accompagnera du départ de la plus grande partie de la communauté européenne qui va quitter avec déchirement une terre où elle était née en abandonnant l'essentiel de ses biens et en affrontant un difficile reclassement en métropole.

Après les négociations avec le GPRA, **les accords d'Evian sont signés le 18 mars 1962 et organisent la création d'un Etat algérien**. Ces accords sont ratifiés par référendum le 8 avril 1962 avec 90,6 % des voix (et 24,4 % d'abstentions). Les Algériens se prononcent pour l'**indépendance** à 99,7 % le 1^{er} juillet 1962 et le 3 juillet, la France reconnaît officiellement l'Algérie indépendante. Au prix de huit ans de guerre, de plus de 400 000 morts (dont 30 000 soldats français et près de 400 000 Algériens), de l'exode de 800 000 pieds-noirs et de bien des souffrances et des rancoeurs, s'achève la plus cruelle des guerres de **DECOLONISATION**. Sur place les choses se

passent mal : l'OAS pratique une politique de la terre brûlée et affronte l'armée, les « harkis » (Algériens ayant combattu pour la France) sont en partie massacrés par leurs compatriotes à l'**indépendance** (ceux qui ont trouvé refuge en France sont restés peu considérés). La guerre d'Algérie a profondément troublé les consciences et laisse derrière elle des déchirements durables : problème de la torture et de la violence, déchirement de la nation, hostilité à l'égard des Algériens et développement du racisme, relations difficiles entre France et Algérie.

1.3.3. La **DECOLONISATION** de l'Afrique noire

a. Les processus pacifiques

L'**EMANCIPATION** des colonies anglaises se fait globalement selon des processus négociés généralement progressifs. Cette politique est facilitée par le fait que le RU avait formé une élite indigène préparée pour prendre la relève de l'administration coloniale. Au Ghana (Gold Coast), **KWAME N'KRUMAH** (1909-1972), après avoir été emprisonné, fonde en 1949 le Parti de la Convention du Peuple. En 1950, le RU accorde la mise en place d'une constitution et accepte que le Ghana accède en 1951 à l'**autonomie**, c'est-à-dire à une souveraineté limitée accordée à une colonie ; celle-ci peut prendre certaines décisions et adapter ses lois, mais dépend toujours de la métropole pour sa politique extérieure, sa monnaie... En 1952, **KWAME N'KRUMAH** devient Premier Ministre, alors qu'il existe encore un gouvernement britannique qui garde d'importants pouvoirs. Cette **autonomie** permet au pays d'être présent à Bandung en 1955. En 1957, c'est le premier Etat d'Afrique noire à devenir indépendant dans le cadre du Commonwealth. Le Nigeria accède à l'**indépendance** en 1960, dans un cadre fédéral. Le même processus au départ pacifique a lieu au Tanganyika (Tanzanie de Nyéréré), en Ouganda (Amin Dada), en Zambie et au Malawi entre 1962 et 1966. *Entre 1957 et 1966 a donc lieu l'indépendance de la plupart des colonies britanniques d'Afrique noire.*

Mais des difficultés et des violences se produisent aussi, surtout dans les colonies de peuplement européen. Au Kenya, la révolte des Mau-Mau, qui veulent reprendre aux colons britanniques les meilleures terres que les Anglais ont accaparées, est durement réprimée en 1952. Les très longues négociations avec le chef de la rébellion, Jomo Kenyatta, mettent un terme à la tuerie en 1954 mais le Kenya n'obtient réellement son **indépendance** qu'en 1963. Au Nigeria, la sécession du Biafra chrétien est réprimée dans le sang en 1967-1970.

La **DECOLONISATION** de l'Afrique noire française est octroyée par étapes. *La loi-cadre Defferre accorde en juin 1956 l'autonomie interne à des gouvernements territoriaux.* Puis avec la constitution de 1958 de Gaulle en fait des « Etats associés » dans la Communauté Française. Seule la Guinée de **SEKOU TOURÉ** refuse, devient aussitôt indépendante, rompt avec la France et se rapproche de l'URSS. *En 1960, l'indépendance est accordée à 15 Etats africains restant liés à la France par la Coopération.* La **DECOLONISATION** de l'Afrique noire française a été pacifique, sauf au Cameroun et à Madagascar.

b. Les processus violents

La **DECOLONISATION** est brutale et anarchique au Congo. Les Belges pensent préserver le statu quo colonial par leur « paternalisme ». Surpris par les émeutes de 1958-1959 et n'ayant pas préparé des élites locales ("pas d'élites, pas d'ennuis"...pour reprendre la formule des colons belges), ils concèdent précipitamment l'**indépendance** en 1960 au Mouvement national congolais du marxiste **PATRICE LUMUMBA**. Mais le Katanga riche région minière fait sécession pour des raisons ethniques et économiques. Il est soutenu par les Belges. Le chef du gouvernement congolais, **PATRICE LUMUMBA**, est finalement fait prisonnier par Mobutu, livré aux Katangais et assassiné. Après l'échec de la médiation de l'ONU, le Zaïre sombre dans l'anarchie (sécession d'autres régions, massacres ethniques, insécurité généralisée, initiatives militaires...). Le chef de l'armée, le général Mobutu, appuyé par les Occidentaux, s'empare du pouvoir en 1965 par un coup d'état militaire. Mobutu impose le retour à l'ordre et instaure pour 32 ans une des dictatures d'Afrique les plus longues et les plus corrompues. C'est la seule **DECOLONISATION** en Afrique noire qui s'inscrit dans le cadre de la guerre froide (soutien de la CIA à Mobutu).

La **DECOLONISATION** de l'Empire portugais a été tardive et chaotique. Le dictateur Salazar refusait toute idée d'**EMANCIPATION** des « huit provinces portugaises d'outre-mer ». Le Portugal s'épuise dès 1961 dans la répression des mouvements nationaux d'inspiration marxiste, bien implantés en Guinée-Bissau, plus fragiles en Angola et au Mozambique. Le Portugal consacre la moitié de son budget à la préservation de son empire. La chute de la dictature portugaise en 1974 avec la révolution des œillets, permet la proclamation des **indépendances**. Mais des rébellions soutenues par l'Afrique du Sud cherchent à déstabiliser les régimes socialistes d'Angola et du Mozambique. En Guinée-Bissau, le P.A.I.G.C. (Parti Africain de l'**indépendance** de la Guinée et des Iles du Cap Vert), qui contrôle l'ensemble du pays depuis 1972, organise l'élection d'une Assemblée Nationale qui proclame l'**indépendance**, reconnue en 1973 par l'ONU puis acceptée par Lisbonne en septembre 1974. En Angola, les deux mouvements nationalistes rivaux qui mènent la guérilla depuis 1962 (le Front National de Libération de l'Angola soutenu par le Congo et la République d'Afrique du Sud et le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola marxiste et soutenu par l'URSS et Cuba) réussissent à obtenir l'**indépendance** du pays en novembre 1975 mais dans un contexte de guerre civile qui se continue par la suite malgré la victoire du M.P.L.A. Au Mozambique, le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) déclenche la guerre d'**indépendance** en 1964 et l'**indépendance** est obtenue en 1975 ; mais là aussi, les troubles persistent.

Le cas de la Rhodésie du Sud est particulier. En 1965, Ian Smith proclame de manière unilatérale l'**indépendance** et en 1970, rompt ses relations avec le RU, mettant en place un régime d'apartheid calqué sur le modèle sud-africain. En 1971, le RU reconnaît l'**indépendance** de la Rhodésie. Le régime ségrégationniste et raciste dure 10 ans. Une longue guérilla menée par les noirs, des pressions de la diplomatie américaine relayant la GB impuissante, et des élections les obligent à capituler en 1979. En 1980, le pays devient le Zimbabwe, doté d'un gouvernement à majorité noire et les blancs sont chassés.

L'Union Sud Africaine ou Afrique du Sud est elle aussi un cas particulier. Dominion du Commonwealth depuis 1909, les gouvernements nationalistes blancs y ont mis en place pendant l'entre deux guerres et après 1945 une politique de ségrégation raciale (apartheid), officialisée en 1948 : discrimination des races systématique pour le droit de vote, dans le travail, l'habitat, les loisirs, l'école, les transports, le logement... ; création "d'Etats noirs", les "bantoustans" appelés ensuite "homelands", au nom du développement séparé (Etats fictifs, surpeuplés, véritables réserves ou ghettos, dans les régions pauvres et arides). L'Afrique du Sud rompt avec Londres en 1961 et se retrouve presque totalement isolée diplomatiquement dans les années 1980. A l'intérieur, la lutte est menée par l'African National Congress, principal mouvement nationaliste noir, qui doit faire face à une vigoureuse répression, sanglante parfois (massacre de Sharpeville en 1960, émeutes de Soweto en 1976, emprisonnement de son leader le plus célèbre pendant 27 années : Nelson Mandela). Il faudra attendre la fin de la guerre froide pour assister au démantèlement progressif de l'apartheid, au retrait de l'Afrique du Sud de Namibie et au départ des Cubains d'Angola.

Conclusion

- réponse à la problématique :

La brutalité des changements externes, souvent liés à la Seconde Guerre mondiale, a précipité une **DECOLONISATION** qui se préparait déjà avant 1945. Les **indépendances** se sont déroulées dans un ordre assez net. L'Asie a montré la voie de 1945 à 1955 (Inde, Pakistan, Indonésie, Indochine). La conférence de Bandung (1955) a exporté le mouvement vers l'Afrique de 1955 à 1965 (AOF, AEF, Nigeria, Tanzanie...), puis, avec un décalage, vers les possessions insulaires d'Océanie dans les années 1970 (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu) pour finir avec les colonies portugaises autour de 1975 (Angola, Mozambique) et les régimes à apartheid du Sud de l'Afrique. La forme de la **DECOLONISATION** oscille selon les métropoles et selon les colonies entre la manière forte (guerre coloniale en Indochine, en Algérie, en Indonésie, en Angola et au Mozambique) et la négociation (Inde, Afrique britannique, Afrique noire française, Congo). Mais tel ou tel processus n'est pas caractéristique de tel ou tel empire. L'empire britannique connaît des **DECOLONISATIONs** violentes et la France accorde l'**indépendance** à la plupart de ses possessions d'Afrique subsaharienne selon un processus pacifique. De plus, même les voies pacifiques n'évitent pas parfois des troubles internes plus ou moins immédiats (Inde / Pakistan en 1947, Palestine en 1948, Zaïre en 1960...). De plus, des degrés intermédiaires existent : la France au Maroc, l'Angleterre au Kenya font évoluer leur politique.

- ouverture du sujet :

Comment le **TIERS MONDE** est-il né de la **DECOLONISATION** ?

Leçon n° 2. Le Tiers-Monde et les tentatives d'organisation politique

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Quand Alfred Sauvy l'utilise pour la première fois (*France-Observateur* du 14 août 1952), par analogie avec le Tiers-Etat, le terme « **TIERS MONDE** » revêt une double signification : géopolitique (un ensemble distinct des pays occidentaux et des pays communistes) et socio-économique (les pays pauvres en recherche de développement). Le succès de ce néologisme est immense, du fait de sa charge symbolique et de sa vocation englobante.

Le « **TIERS MONDE** » qui émerge après 1945 dénonce la bipolarité du monde et tente de s'unir pour imposer un nouvel ordre international. Dès les années 1950, l'ébranlement des empires et plus largement le recul des puissances européennes — dont la crise de Suez constitue un emblème — libèrent un espace politique. Ils facilitent l'émergence du **TIERS MONDE** sur la scène internationale, qui se manifeste en deux temps : lors de la conférence afro-asiatique de Bandung en 1955, durant laquelle la Chine populaire confirme son statut d'acteur incontournable, puis dans les années 1960, avec la relance du **non-alignement** et les efforts d'organisation dont témoigne la mise sur pied de l'Organisation de l'Unité africaine (1963).

- problématique :

Ces pays parviennent-ils à s'affirmer sur la scène internationale, tout en restant non alignés ?

- annonce du plan :

Nous étudierons d'abord la conférence de Bandung en avril 1955. Ensuite, nous montrerons que les pays nouvellement indépendants recherchent une difficile unité politique.

2.1. La conférence de Bandung en avril 1955

2.1.1. Une conférence afro-asiatique

C'est la première grande conférence internationale sans la présence de l'homme blanc : de nouveaux Etats font pour la première fois entendre la voix de ce que l'on va appeler rapidement le « **TIERS MONDE** ». *29 pays d'Asie, du Proche-Orient et d'Afrique se réunissent à Bandung en Indonésie, sur l'île de Java au mois d'avril 1955*. Cette conférence fut réunie pendant une semaine à l'invitation notamment de l'Indonésie (le président **AHMED SOEKARNO** prononce le discours d'ouverture) et de l'Inde (**JAWAHARLAL NEHRU** prononce le discours de clôture). Seuls six pays africains envoyèrent une délégation dont les 4 pays formellement indépendants d'Afrique (l'Egypte de **ABDEL GAMAL NASSER** et l'Ethiopie de **HAÏLE SELASSIE**, le Libéria et la Libye ; l'Union sud-africaine n'étant pas invitée du fait de sa politique ségrégationniste). La plupart des pays du Proche-Orient se firent représenter (les seuls absents furent les petits pays du Golfe, alors sous tutelle britannique, et Israël, qui, refusé par les Arabes, n'avait pas été invité). En Asie orientale le choix des invitations ne fut pas toujours très justifié. Les deux Corée n'étaient pas convoquées, alors que ce fut le cas des deux Vietnam, que l'on souhaitait ainsi rapprocher. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, par une espèce de racisme à rebours, furent exclues, alors que le Japon y était présent avec une délégation nombreuse. La Chine (Chou En Lai) fut surtout la vedette, suivie du Cambodge (Norodom Sihanouk), de la Thaïlande et des Philippines. Tito était là aussi en tant qu'observateur.

2.1.2. Unanimité autour de quelques grands principes

La conférence condamne le colonialisme sous toutes ses formes, la France étant particulièrement visée pour sa politique en Afrique du Nord. En dépit de forts antagonismes, l'unanimité se fait sur quelques grandes orientations :

- Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,
- Egalité entre toutes les nations,
- Condamnation du racisme
- Opposition totale au colonialisme, « mal auquel il doit être mis fin rapidement »,
- Refus de toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats
- Préservation de la paix et règlement des conflits par voie pacifique
- Interdiction des armes atomiques
- **Neutralisme** c'est-à-dire rejet de la bipolarité
- Nécessité de mettre en œuvre une **coopération** économique entre pays riches et pays pauvres

Cette conférence pose également la question du **sous-développement** comme un enjeu majeur que symbolise le fait que les 29 pays réunis représentent plus de 50 % de l'humanité et disposent de 8 % des richesses ; l'**EMANCIPATION** politique doit donc s'accompagner d'une **EMANCIPATION** économique et sociale. La portée

de la conférence est plus symbolique que réelle, mais Bandung affirmait surtout, pour la première fois, la volonté des pays « de couleur » de devenir une troisième force, même si aucune organisation internationale n'est créée à Bandung. La portée de la conférence fut donc colossale, prenant l'allure d'états généraux de la planète, une sorte de 1789 de l'humanité.

2.2. La recherche de l'unité

2.2.1. Le **non-alignement**

La Conférence de Belgrade (Yougoslavie) se tient en septembre 1961 et réunit 25 Etats. C'est la première réelle conférence des non-alignés où le mouvement prend naissance sous l'impulsion de Tito, *JAWAHARLAL NEHRU* et *ABDEL GAMAL NASSER*. Ils entendent s'affirmer comme des acteurs à part entière dans le système international. Le **non-alignement** désigne le rejet de toute alliance militaire collective et de toute alliance bilatérale avec une grande puissance, même si, dans la pratique, certains restent liés soit aux Occidentaux, soit aux Soviétiques ; les non-alignés refusent toute base militaire étrangère sur leur territoire. Ils définissent le concept de **neutralisme**. Ils déclarent œuvrer pour la coexistence pacifique, soutenir les mouvements de libération nationale comme le FLN algérien. La paix et la détente sont pour eux indispensables à leur développement.

Le mouvement des non-alignés prend assez rapidement un caractère ambigu. Il n'est plus uniquement un groupement d'anciennes colonies (présence de la Yougoslavie). Surtout certains pays membres sont tout à fait communistes, et son caractère neutraliste devient donc pour le moins suspect, Cuba préconisant même l'alliance naturelle avec le camp socialiste et le Vietnam étant en guerre contre les USA. De sérieuses divisions subsistent entre pro-soviétiques (Cuba, Guinée, Ghana, Algérie, Irak, Mali...), pro-occidentaux (Arabie Saoudite, Maroc, Ethiopie, Liban, Iran, Pakistan) et neutralistes, restés dans l'esprit initial du mouvement. La Conférence des non-alignés se tient à La Havane en 1979 et Fidel Castro en devient même le Président. Si bien que ce **neutralisme** un peu trop pro-soviétique devient particulièrement suspect. En fait les non-alignés restent une sorte d'enjeu de la guerre froide

Aujourd'hui, le mouvement des non-alignés regroupe plus de 110 pays et se veut le porte-parole des problèmes des pays sous-développés. A l'antagonisme Est/Ouest, le mouvement a tenté de substituer l'antagonisme Nord/Sud. Mais trop souvent, le mouvement tombe dans la dénonciation unilatérale de l'impérialisme nord-américain, si bien que les USA n'ont jamais entretenu de rapport avec lui.

2.2.2. Les organisations régionales

La Ligue arabe est créée en 1945. Elle parvient peu à peu à regrouper la totalité des pays arabes. Son hostilité à Israël lui sert de ciment. Le **panarabisme** est promu en particulier par *ABDEL GAMAL NASSER*. Il s'est exprimé par la création d'un marché commun arabe en 1964. Seulement, les conflits existent dans la Ligue Arabe. En 2003, il lui fut impossible d'adopter une résolution commune au sujet de l'Irak.

En mai 1963 est créée à Addis-Abeba (Ethiopie) l'OUA, Organisation de l'unité africaine, pour réunir tous les nouveaux pays indépendants du continent. Elle souhaite hâter la **DECOLONISATION**, préparer une union économique africaine et s'efforce de contribuer au règlement des conflits internes à l'Afrique. Elle est très soucieuse de préserver les frontières telles qu'elles sont héritées du colonialisme, pour éviter tout précédent qui pourrait ensuite dégénérer en éclatement total de l'Afrique. Petit à petit, elle s'impose comme une force politique mais est dès le départ déchirée entre une tendance réformiste et une autre plus révolutionnaire. Elle se pose en tant que médiatrice dans le conflit Maroc/Algérie à propos du Sahara Occidental et soutient la cause du peuple palestinien, entraînée par les pays arabes. Mais, même après être devenue l'Union africaine, elle n'a jamais été assez forte pour empêcher la naissance de nombreux conflits, surtout frontaliers, sur le continent (Biafra, Sahara occidental, Tchad / Libye, Ethiopie / Somalie...). Le Maroc s'en est retiré en 1984 pour protester contre l'admission du Sahara occidental.

En 1967 est créée l'ASEAN, Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande + Brunei en 1984). Son but est de coordonner l'action de gouvernements hostiles à la remise en cause du statu quo politique en Asie du Sud-Est. Ses principaux objectifs comprennent : liberté du commerce ; programmes communs de recherche ; échanges culturels.

2.2.3. L'échec de la voie révolutionnaire

L'« organisation tricontinentale » naît à la conférence de La Havane en janvier 1966 et se veut l'expression de tous les opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. C'est un mouvement révolutionnaire qui s'efforce de dessiner une voie originale de lutte contre l'impérialisme. *ERNESTO CHE GUEVARA* demande « deux, trois, plusieurs Vietnam sur la surface du globe » et combat dans les maquis sud-américains, y exalte la guérilla révolutionnaire et devient alors, aux yeux de la jeunesse occidentale, le symbole d'un **tiers-mondisme** fort teinté de romantisme. Il meurt en 1967 dans les sierras de Bolivie et souligne l'échec de la voie révolutionnaire, ce qui met fin à cette stratégie au grand soulagement des Américains mais aussi des Soviétiques, hostiles à une telle concurrence.

Finally, the **TIERS MONDE** fails to constitute a third diplomatic force, for the most part a real power. Despite many meetings, declarations of principles, there are few tangible results; the NOEI is not elaborated and the great powers react always in function of their own and immediate interest, with the exception perhaps of the CEE which signs with the ACP countries the Lomé Accords in 1975, a good example of a **coopération** real and interesting.

Conclusion

- réponse à la problématique :

The conscience of belonging to the same world which liberates itself from Western tutelage affirms itself at the first **indépendances** (Bandung Conference) by the revendication of a political neutrality between the two blocs. However, diplomatic and financial pressures are too strong and constrain many countries to choose their camp (Pakistan, Somalia to the West, a part of Black Africa to the East in the 1970s), thus dividing politically the **TIERS MONDE**. The reference to **non-alignment** is then more of a bluff.

- ouverture du sujet :

Y a-t-il eu cependant une organisation économique de ces pays ?

Leçon n° 3. Le Tiers-Monde et les tentatives d'organisation économique

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

La naissance de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (1960) montre que l'autonomisation se déplace vers la recherche d'un nouvel ordre économique et vers ce qu'on appellera bientôt le développement. La réunion de la première Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement en 1964 confirme cette inflexion. A cette époque, le débat sur les causes du **sous-développement** est extrêmement vif, mais les rapports n'ont guère de peine à s'entendre sur des constats : décrochage par rapport aux pays industrialisés, faiblesse du revenu individuel, malnutrition, analphabétisme, démographie non contrôlée et secteur tertiaire hypertrophié, toutes caractéristiques avec lesquelles l'explosion urbaine interfère de plus en plus. Se déploient alors, en parallèle, une politique de **coopération** des anciennes métropoles avec les jeunes nations et une radicalisation d'une partie du **TIERS MONDE**.

- problématique :

Peut-on alors parler d'un **TIERS MONDE** ou plutôt des « **TIERS MONDES** »?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord que la nécessité de l'aide économique extérieure est une limite du **TIERS MONDE**. Ensuite nous étudierons la mise en place d'organisations nouvelles. Enfin, nous montrerons que la **coopération** des anciennes métropoles a pu être vue comme un **néo-colonialisme**.

3.1. La nécessité de l'aide économique extérieure : limite du **TIERS MONDE**

3.1.1. **Tiers-mondisme** et dépendance à l'égard de l'aide extérieure

Le **tiers-mondisme** désigne l'idéologie née dans les années 1950 en relation avec les espoirs nouveaux suscités par l'**EMANCIPATION** des peuples de couleur, qui appelait de ses vœux le développement d'un monde plus solidaire. Les héros de ce mouvement sont des intellectuels comme les Antillais Frantz Fanon ou Aimé Césaire, des leaders politiques comme le Chinois Mao Zedong ou le Cubain *ERNESTO CHE GUEVARA*. En France, c'est l'historien Jacques Berque qui fait de la colonisation la source du **sous-développement**.

La volonté du **TIERS MONDE** d'être indépendant des blocs est diminuée par l'énormité des besoins et des problèmes de développement impossibles à résoudre sans aide extérieure. L'aide au **TIERS MONDE** est essentiellement occidentale. De 1945 à 1970, 90% de l'aide provient des pays occidentaux et à peine 10% des pays de l'Est. Dans l'aide occidentale, l'aide des USA est, bien entendu, la plus importante. Les USA répugnent à aider des pays du **TIERS MONDE** qui s'engagent dans la voie ne serait-ce que d'un certain socialisme, ou du moins d'une économie planifiée ; ils ne soutiennent que les pays ayant fait le choix de l'économie libérale. L'URSS intervient surtout dans des projets de développement planifié d'inspiration socialiste, de préférence de type soviétique donnant priorité à l'électrification (Egypte), ou à l'industrie lourde (Inde) ou au pétrole (Algérie).

Les deux blocs sont donc présents dans le **TIERS MONDE** à travers des aides techniques, financières, de telle manière que la subordination économique du **TIERS MONDE** n'a pas cessé avec la **DECOLONISATION**. Aujourd'hui peu de pays ont fait l'effort de consacrer 0,7% de leur budget national à l'aide au **TIERS MONDE**, comme le demandait l'ONU en 1980. De plus, l'aide accordée fait l'objet de violentes critiques car non seulement elle est insuffisante, mais elle est aussi mal distribuée et arrive très souvent à peine aux vrais destinataires.

3.1.2. Un développement économique déséquilibré et entravé

Il y a d'abord nécessité pour les pays du **TIERS MONDE** d'importer depuis les pays riches. L'industrialisation est très insuffisante pour couvrir les besoins de développement (importations coûteuses de biens d'équipement et de biens de consommation chers). La croissance démographique entraîne une augmentation de la demande de produits alimentaires que les pays industrialisés sont souvent les seuls à pouvoir satisfaire.

Il y a aussi nécessité d'exporter pour financer les importations : exportations de produits bruts pour l'essentiel, produits agro-alimentaires tropicaux, des matières premières, du pétrole. Les cours de ces produits sont très fluctuants, globalement bas et contrôlés par les pays riches.

Le déficit de la balance des paiements des pays du **TIERS MONDE** est catastrophique et accentué par la détérioration des termes de l'échange. L'endettement s'est accru et aujourd'hui bien des pays sont dans l'incapacité de payer seulement les intérêts de leur dette. La dépendance à l'égard du FMI s'accroît, lequel impose des politiques d'austérité qui aggravent sur place les difficultés et la misère, au risque de mouvements sociaux et politiques violents.

3.2. La mise en place d'organisations nouvelles

3.2.1. L'OPEP, Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

L'OPEP est créée à Bagdad en 1960, par les 5 principaux exportateurs d'alors : Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela. C'est un exemple de stratégie de pression sur les Etats et sociétés capitalistes. Elle cherche à imposer l'augmentation du prix du pétrole : l'OPEP domine le marché du pétrole dans les années 1970. Depuis la guerre du Kippour, l'OPEP a fait monter le prix du baril de pétrole de 2,9\$ en juin 1973 à 34\$ en octobre 1981. Elle dispose de deux atouts : une certaine unité au plan géographique et culturel (monde arabe, Moyen orient et Afrique du Nord y dominant) et un produit, le pétrole, d'un intérêt stratégique pour l'Occident. Mais à la fin des années 1970, le marché est à nouveau dominé par la demande qui a largement baissé pour de nombreuses raisons : du fait du ralentissement de la croissance économique, de la lutte contre les gaspillages avec des économies d'énergie, du développement d'énergies nouvelles de substitution aux hydrocarbures (nucléaire notamment), de l'essor des producteurs non-OPEP (mer du Nord, URSS) sur le marché du pétrole. La cohésion de l'organisation devient délicate du fait de la cohabitation d'une ligne dure, révolutionnaire et anti-impérialiste, comme celle de la Libye, et d'une ligne modérée, plus proche des USA, avec l'Arabie Saoudite ; l'OPEP peine à gérer la baisse de la production pour éviter l'effondrement des prix (accords souvent non respectés).

3.2.2. La CNUCED, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

La création de la CNUCED est liée à l'entrée massive à l'ONU des pays de l'Afrique noire et de l'Afrique du Nord qui donnent au **TIERS MONDE** la majorité à l'Assemblée Générale de l'ONU ; le Secrétaire Général est d'ailleurs désormais toujours originaire d'un pays du **TIERS MONDE**. *La CNUCED est fondée en 1963 par un groupe de 75 pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, les plus pauvres de la planète, avec pour objectif de mieux régler les échanges entre le TIERS MONDE et les pays les plus industrialisés*. La première réunion se tient en 1964 à Genève, et deux nouveaux membres rejoignent le groupe en 1965 (baptisé alors « Groupe des 77 »). La CNUCED met en avant la nécessité de lutter contre le **sous-développement** (revendication qui unit plus aisément que l'idéologie) ; elle dénonce l'inégalité des termes de l'échange et réussit à conclure quelques accords internationaux sur les prix des produits de base. Ses demandes concrètes (réforme du système monétaire international, allègement des dettes, nouveau droit de la mer...) sont vaines du fait du refus des USA. Une réunion importante a lieu en 1974 sur le NOEI : les pays du **TIERS MONDE** font front face aux pays industriels en exprimant leur volonté de disposer à leur gré de leurs propres ressources naturelles et en annonçant qu'eux seuls sont compétents pour décider d'éventuelles nationalisations ainsi que des conditions de l'expropriation (indemnisation ou non). Les tensions s'avivent donc avec les USA. La Conférence de Paris de 1981 est l'occasion d'une prise de conscience des énormes différences entre pays à très faibles revenus et d'autres mieux pourvus (exportateurs de pétrole) ; se met en place un plan d'action en faveur des 31 pays les plus pauvres du monde ou P.M.A. (Pays les moins avancés). Le Sommet de Cancun en 1981, réunissant 22 pays, est le premier et dernier sommet Nord/Sud ; il est resté sans lendemain.

Le **TIERS MONDE** voit ainsi s'affronter les Grands qui essayent de s'y tailler des zones d'influences. Le **TIERS MONDE** reste un enjeu de la guerre froide.

3.3. **Coopération** des anciennes métropoles ou **néo-colonialisme** ?

Le dialogue s'amorce entre pays pauvres et pays riches, notamment entre l'Europe et le **TIERS MONDE**.

3.3.1. L'Europe dans le dialogue Nord-Sud

Les accords de Yaoundé sont passés en 1963 entre la CEE et les pays d'Afrique francophone pour ouvrir les frontières européennes à des produits tropicaux. Mais ce sont surtout les accords de Lomé en 1975 qui sont exemplaires : système de prix garantis pour les exportateurs de la zone ACP (Afrique - Caraïbes - Pacifique) et absence de taxes douanières à l'entrée dans la CEE, la réciproque n'étant pas vraie afin que ces pays puissent amorcer leur développement à l'abri de la concurrence.

3.3.2. La dénonciation du **néo-colonialisme**

En parallèle, on assiste à une radicalisation d'une partie du **TIERS MONDE**, qui dénonce le **néo-colonialisme**, c'est-à-dire la situation de nouvelle domination, non plus territoriale, mais économique et commerciale, des pays du **TIERS MONDE** par les puissances occidentales. Après l'euphorie des années 1950 et 1960, ce travers a été notamment dénoncé par les conférences du Caire (1964), de Lusaka (1970).

La Conférence d'Alger en 1973 réunit 75 pays autour du Président algérien Houari Boumediene (111 pays en 1995). Le **TIERS MONDE** comprend que l'**indépendance** politique est une illusion sans une authentique **indépendance** économique. La conférence tente d'exiger, un « nouvel ordre économique international » (NOEI) qui « mette fin à la division du monde en zones d'abondance et en zones de pauvreté intolérable ». Elle définit deux orientations nouvelles : promouvoir des ententes entre pays producteurs pour obtenir une hausse des cours des matières premières et créer une solidarité des pays en voie de développement pour permettre aux jeunes Etats de se dégager de la tutelle des pays riches, capitalistes ou socialistes.

Avec la dépression des années 1970 les écarts se creusent et le **TIERS MONDE** se diversifie. Globalement les pays pétroliers s'enrichissent mais ne se développent réellement que ceux dont la population est faible. Certains pays parviennent à sortir du **sous-développement**, notamment en Extrême-Orient (NPI). D'autres s'enfoncent dans une situation particulièrement critique (PMA), notamment en Afrique ; on ne parle plus désormais du « **TIERS MONDE** » mais des « **TIERS MONDES** ».

Conclusion du chapitre

- réponse à la problématique :

La brutalité des changements externes, souvent liés à la Seconde Guerre mondiale, a précipité une **DECOLONISATION** qui se préparait déjà avant 1945. Les **indépendances** se sont déroulées dans un ordre assez net. L'Asie a montré la voie de 1945 à 1955 (Inde, Pakistan, Indonésie, Indochine). La conférence de Bandung (1955) a exporté le mouvement vers l'Afrique de 1955 à 1965 (AOF, AEF, Nigeria, Tanzanie...), puis, avec un décalage, vers les possessions insulaires d'Océanie dans les années 1970 (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu) pour finir avec les colonies portugaises autour de 1975 (Angola, Mozambique) et les régimes à apartheid du Sud de l'Afrique. La forme de la **DECOLONISATION** oscille selon les métropoles et selon les colonies entre la manière forte (guerre coloniale en Indochine, en Algérie, en Indonésie, en Angola et au Mozambique) et la négociation (Inde, Afrique britannique, Afrique noire française, Congo). Mais tel ou tel processus n'est pas caractéristique de tel ou tel empire. L'empire britannique connaît des **DECOLONISATIONs** violentes et la France accorde l'**indépendance** à la plupart de ses possessions d'Afrique subsaharienne selon un processus pacifique. De plus, même les voies pacifiques n'évitent pas parfois des troubles internes plus ou moins immédiats (Inde / Pakistan en 1947, Palestine en 1948, Zaïre en 1960...). De plus, des degrés intermédiaires existent : la France au Maroc, l'Angleterre au Kenya font évoluer leur politique.

La conscience d'appartenance à un même monde qui se délivre de la tutelle occidentale s'affirme aux premières **indépendances** (conférence de Bandung) par la revendication d'une neutralité politique entre les deux blocs. Toutefois, les pressions diplomatiques et financières sont trop fortes et contraignent nombre de pays à choisir leur camp (Pakistan, Somalie à l'Ouest, une partie de l'Afrique noire à l'Est dans les années 1970), divisant ainsi politiquement le **TIERS MONDE**. La référence au **non-alignement** n'est alors plus qu'un leurre. Sur le plan économique, la prise de conscience d'une dépendance persistante vis-à-vis des grandes puissances (endettement, non fixation des prix des produits échangés, sous-industrialisation) suscite la vaine dénonciation du **néo-colonialisme**. Seuls les pays pétroliers parviennent à faire entendre leur voix en 1973 en créant le choc pétrolier. Indépendants politiquement, beaucoup de pays du **TIERS MONDE** sont à la recherche d'une **EMANCIPATION** économique. Enfin le **TIERS MONDE** se divise irrémédiablement à partir de 1970. Politiquement, il est rattrapé par la logique de la guerre froide. Économiquement, il se fracture entre États qui profitent de la modernisation (Asie du Sud-Est) et pays les moins avancés (Afrique noire). Enfin, culturellement, il est marqué par des aires de civilisation très dissemblables.

Fiche bilan - Séquence n° 3 : La décolonisation et ses conséquences

Notions de base :

DECOLONISATION
EMANCIPATION
TIERS MONDE

Notions secondaires :

nationalisme traditionaliste / nationalisme moderniste
autonomie / indépendance
autodétermination
non-alignement
neutralisme
panarabisme
panafricanisme
afro-asiatisme
coopération
sous-développement
néo-colonialisme
tiers-mondisme

Vocabulaire spécifique :

Impôt du sang
Parti du Congrès
Sionisme
Viêt-minh
Istiqlal
Néo-Destour
Cartiérisme
Négritude
Apartheid
Organisation tricontinentale
« Groupe des 77 »
Union française / Communauté française
Loi-cadre Defferre
Pieds-noirs
Harkis
Dégradation des termes de l'échange

Sigles :

OUA
ASEAN
CNUCED
OPEP
FLN / ALN
OAS
NOEI
NPI / PMA

Repères chronologiques :

Colorier en bleu les colonies d'Asie, en vert les colonies d'Afrique et souligner en rouge ce qui concerne les guerres ou conflits

I. La **DECOLONISATION** française

1941 : fondation du Viet-Minh en Indochine.

1943 : manifeste du peuple algérien de **FERHAT ABBAS**

1944 : discours de De Gaulle à la conférence de Brazzaville (30 janvier).

1945 : Émeute de Sétif en Algérie (8 mai) ; HO CHI MINH proclame l'indépendance du Viêt-Nam (2 septembre).

1946 : L'Union Française remplace l'Empire français ; début de la guerre en Indochine (novembre-décembre)

1947 : émeutes à Madagascar, dure répression (30 mars).

1953 : arrestation du sultan **MOHAMMED V** au Maroc (20 août).

1954 : défaite française de Diên Bien Phu en Indochine (7 mai) ; accords de Genève sur l'indépendance de l'Indochine (21 juillet) ; « Toussaint rouge » du FLN en Algérie marquant le début de l'insurrection.

1956 : indépendance de la Tunisie et du Maroc (mars) ; Loi-cadre Defferre pour les territoires d'Afrique noire (juin) ; autonomie des territoires d'outre-mer

1958 : Formation de la Communauté française avec les territoires d'Afrique noire, à l'exception de la Guinée ; comité de salut public des pieds-noirs à Alger (13 mai) ; de Gaulle à Alger : « Je vous ai compris » (4 juin).

1960 : Semaine des barricades à Alger (janvier) ; indépendance de 15 pays de l'Afrique noire française et de Madagascar

1961 : référendum sur l'**autodétermination** algérienne (8 janvier) ; création de l'OAS anti-indépendantiste en Algérie (février).

1962 : Accords d'Évian sur l'Algérie (18 mars) ; indépendance de l'Algérie et exode des Pieds-noirs (5 juillet).

II. La **DECOLONISATION** des autres empires

1941-1945 : conquêtes du Japon en Asie du Sud-Est.

1941 : charte de l'Atlantique et droit des peuples à s'autodéterminer (14 août)

1942 : le parti du Congrès vote la résolution Quit India.

1945 : le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est repris dans la Charte des Nations Unies (26 juin) ; **AHMED SOEKARNO** proclame l'**indépendance** de l'Indonésie (17 août) ; défaite militaire du Japon (2 septembre)

1946 : **indépendance** des Philippines

1947 : indépendance de l'Union indienne et du Pakistan (15 août) ; l'ONU propose un plan de partage de la Palestine (novembre)

1948 : assassinat de **MOHANDAS GANDHI** en Inde (30 janvier) ; création de l'Etat d'Israël (14 mai) ; officialisation de l'apartheid en Afrique du Sud ; le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est repris dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

1949 : la Chine de Mao devient République populaire (1er octobre) ; **indépendance** effective de l'Indonésie (18 décembre).

1955 : révolte des Mau-Mau au Kenya

<p><i>Lieux clés :</i></p> <p>Les principales colonies (voir exercice)</p> <p>Bandung (Indonésie)</p> <p>Belgrade (Yougoslavie)</p> <p>Alger (Algérie)</p> <p><i>Personnages clés :</i></p> <p><i>LES LEADERS DES PEUPLES COLONISES</i> (voir exercice)</p> <p><i>DAVID BEN GOURION</i></p> <p><i>ERNESTO CHE GUEVARA</i></p> <p><i>ABDEL GAMAL NASSER</i></p> <p><i>HAÏLE SELASSIE</i></p>	<p><i>1957-1966 : indépendance de la plupart des colonies britanniques d'Afrique noire</i> (Ghana en 1957, Nigeria en 1960, Botswana en 1966).</p> <p>1960 : le Congo belge accède à l'indépendance</p> <p>1961 : l'Afrique du Sud quitte le Commonwealth</p> <p>1967 : mort de <i>ERNESTO CHE GUEVARA</i> en Bolivie</p> <p>1967-1970 : guerre du Biafra (sécession manquée au Nigeria).</p> <p>1971 : indépendance du Bangladesh, province du Pakistan (16 décembre).</p> <p>1974-1975 : indépendance des colonies portugaises (Guinée Bissau, Mozambique, Sao Tome, Angola).</p> <p>1976 : retrait espagnol du Sahara occidental (26 février).</p> <p>1977 : indépendance de Djibouti (27 juin).</p> <p>1980 : indépendance des Nouvelles-Hébrides (Vanuatu) (30 juillet).</p> <p>1990 : indépendance de la Namibie (15 mars).</p> <p><i>III. Le TIERS MONDE</i></p> <p>1945 : Création de la Ligue arabe, au Caire (mars)</p> <p>1952 : Alfred Sauvy crée l'expression « TIERS MONDE » (14 août).</p> <p><i>1955 : conférence de Bandung sur la décolonisation (avril).</i></p> <p>1956 : <i>ABDEL GAMAL NASSER</i> nationalise le canal de Suez en Egypte (26 juillet) ; échec diplomatique de l'intervention franco-anglaise à Suez (5-7 novembre)</p> <p>1958 : conférence panafricaine d'Accra (capitale du Ghana).</p> <p><i>1960 : création de l'OPEP</i></p> <p><i>1961 : conférence de Belgrade sur le non-alignement (septembre).</i></p> <p><i>1963 : charte de l'OUA signée à Addis-Abeba en Ethiopie (23 mai)</i> ; accords de Yaoundé entre la CEE et les pays d'Afrique francophone</p> <p><i>1964 : 1^{ère} réunion de la CNUCED sur le développement.</i></p> <p>1966 : conférence tricontinentale de La Havane (Cuba)</p> <p>1967 : création de l'ASEAN</p> <p><i>1973 : 4^{ème} conférence des non-alignés à Alger (septembre).</i></p> <p>1975 : 1^{ers} accords de Lomé (Togo)</p>
<p><i>Problématiques :</i></p> <p>Les causes de la DECOLONISATION sont-elles surtout internes ou externes ?</p> <p>Pourquoi la DECOLONISATION est-elle si rapide après 1945 (plus de 60 pays en 40 ans) ?</p> <p>En quoi la Seconde guerre mondiale a-t-elle favorisé l'émergence d'un contexte favorable à la DECOLONISATION ?</p> <p>Comment expliquer la chronologie de la DECOLONISATION ?</p> <p>Pourquoi les indépendances se déroulent-elles dans un ordre assez net (Asie puis Afrique, Océanie et colonies portugaises) ?</p> <p>Y a-t-il une ou des DECOLONISATIONS ?</p> <p>Le processus de DECOLONISATION est-il le même dans toutes les parties du monde et dans tous les empires coloniaux ?</p> <p>Peut-on opposer les formes de la DECOLONISATION (voies pacifiques et négociées/voies violentes) ?</p> <p>Comment le TIERS MONDE est-il né de la DECOLONISATION ?</p> <p>Le concept de « TIERS MONDE » est-il pertinent pour décrire la situation politique et économique des pays issus de la DECOLONISATION, de leur indépendance à aujourd'hui ?</p> <p>Comment le TIERS MONDE a-t-il pu contester l'ordre mondial ?</p> <p>Comment la tentative du « non-alignement » a-t-elle échoué ?</p> <p>Le TIERS MONDE, acteur ou cible des relations internationales ?</p> <p>L'unité du TIERS MONDE n'a-t-elle existé que dans un moment d'opposition à la vieille tutelle de l'Europe ?</p> <p>Doit-on parler du TIERS MONDE ou des TIERS MONDES à partir des années 1970 ?</p> <p>En quoi l'Afrique est-elle symptomatique de l'éclatement du TIERS MONDE ?</p>	

Les causes de la décolonisation

- Métropoles affaiblies par la Seconde Guerre mondiale
- Essor des mouvements nationalistes
- Les États-Unis, l'URSS et l'ONU soutiennent l'anticolonialisme

Le processus de décolonisation

Asie (1945-années 1950) → Afrique (années 1960-fin des années 1970)

- Décolonisation relativement pacifique (Inde, Afrique occidentale, Tunisie, Maroc, etc.)
- Guerres de décolonisation (Indochine, Algérie, etc.)

Émergence du Tiers-Monde

- Affirmation politique : conférence de Bandung (1955), mouvement des non-alignés (1961)
- Revendication d'un nouvel ordre économique international

Difficultés du Tiers-Monde

- Instabilité politique, conflits, interventions des grandes puissances
- Sous-développement
- Faiblesse de l'aide des pays développés
- Éclatement du Tiers-Monde

Fiche de révision - Séquence n° 3 : La décolonisation et ses conséquences

Exercice : replacer dans le tableau les noms des **leaders** et des **partis** suivants :

FERHAT ABBAS, AHMED BEN BELLA, HABIB BOURGUIBA, MOHANDAS GANDHI, MESSALI HADJ, HO CHI MINH, FELIX HOUPHOUET-BOIGNY, PATRICE LUMUMBA, MOHAMMED V, JAWAHARLAL NEHRU, KWAME N'KRUMAH, LEOPOLD SEDAR SENGHOR, AHMED SOEKARNO, SEKOU TOURÉ

Front de libération nationale, Istiqlal, Néo-Destour, Parti du Congrès

Les principaux leaders des peuples colonisés (par ordre chronologique des indépendances) et leurs partis						
Noms, dates	Pays	Origine, formation	Parti, tendance	Type d'action	Résultat	Carrière politique
..... (1869-1948)	Inde	Riche commerçant Droit en Angleterre	..... (fondé 1885) Traditionaliste	Non-violence Désobéissance civile dès 1920	Prison, puis victoire Indép.1947	Pas de fonction Assassiné 1948
..... (1889-1964)	Inde	Brahmane (haute caste hindoue) Droit en Angleterre	..... Moderniste	Non-violence Action politique	Prison, puis victoire Indép. 1947	Premier ministre en 1947 jusqu'à sa mort
..... (1901-1970)	Indonésie	Fils d'instituteur Ingénieur	Parti national indonésien 1927 Nationaliste	Collabore avec les Japonais Révolte 1945	Prison, guerre, victoire Indép. 1949	Président 1949 Renversé 1966
..... (1890-1969)	Indochine	Fils de mandarin Travaille en France Formation en URSS	PC Indochinois Communiste 1929	Combat Français et Japonais Révolte 1945	Guerre, puis victoire Indép. 1954	Président Nord- Vietnam 1954 jusqu'à sa mort
..... (1903-2000)	Tunisie	Petite bourgeoisie Droit à Paris	..... 1934 Nationaliste	Combat l'Axe Action politique	Prison, exil, puis victoire Indép. 1956	Président 1956 Renversé 1987
..... (1909-1961)	Maroc	Sultan en 1927 Sans formation polit	..... 1943 Nationaliste	Action politique	Exil, puis victoire Indép, 1956	Roi 1957 jusqu'à sa mort
..... (1909-1972)	Ghana	Instituteur Université aux EU	Convention people's party Nationaliste	Désobéissance civile 1950	Prison, puis victoire Indép. 1957	Premier ministre 1957 Renversé 1966 Exilé
..... (1922-1984)	Guinée	Petit fonctionnaire Syndicalisme	Parti démocr. de Guinée 1952 Communiste	Grève générale Action politique	Victoire Indép. 1958	Président 1958 jusqu'à sa mort
..... (1906-2001)	Sénégal	Fils de commerçant Études de lettres Normalien agrégé Académicien	Union progressiste du Sénégal 1951 Socialiste	Action politique Député, ministre en France	Victoire Indép. 1960	Président 1960 Démission 1980
..... (1905-1993)	Côte d'Ivoire	Famille de notables Catholique converti Études de médecine Normalien	Rassemblement démocratique africain 1946 Libéral	Action politique Député, secrétaire d'État en France	Victoire Indép. 1960	Président 1960 jusqu'à sa mort
..... (1925-1961)	Zaïre	Famille catho. rurale Infirmier, comptable Voyage en Belgique	Mouv't national congolais 1958 Communiste	Action politique Manifestations	Prison, puis victoire Indép. 1960	Premier ministre en 1960, révoqué Assassiné 1961
Julius NYERERE (1922-1999)	Tanzanie	Famille rurale Chrétien Études de lettres en Ouganda et Ecosse	Tanganyika African National Union 1954 Socialiste	Action politique	Victoire Indép. 1961	Premier ministre en 1961 Président 1962 Démission 1985
..... (1898-1974)	Algérie	Origine modeste Service militaire en France Idées communistes	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques 1946	Action politique Crée plusieurs partis successifs nationalistes	Prison Refuse de rallier FLN et s'exile en France	Pas de fonction Meurt en France
..... (1899-1985)	Algérie	Bourgeoisie urbaine Études pharmacie Laïc et libéral	Union démocr. du manifeste algérien Nationaliste	Action politique puis rallié au FLN	Prison, puis victoire Indép. 1962	Président de l'Assemblée 1962 Démission 1963
..... (né en 1916)	Algérie	Fils de paysan Militaire	..... 1954 Nationaliste	Attentats Lutte armée	Prison, puis victoire Indép. 1962	Président 1963 Renversé 1965 Exilé